

AGIR EST LE MEILLEUR MOYEN D'ESPÉRER

23 — 27 octobre 2022

Paris — France

fidh

Ligue
des droits de
l'Homme



10
ANS
ANNI
VERSAIRE

La Fédération
internationale pour
les droits humains
célèbre son
100^e anniversaire

PROGRAMME



BIENVENUE

AU FORUM DU CONGRÈS

DE LA FIDH !

A l'occasion du 41^e Congrès de la FIDH, les défenseurs des droits humains travaillant au sein des 192 organisations membres de la Fédération se retrouvent aux côtés d'experts universitaires, d'acteurs économiques et de représentants des pouvoirs publics pour une journée complète de tables rondes et de débats. Chaque table ronde sera suivie d'un échange avec le public. En parallèle des discussions, les représentants des organisations membres de la FIDH présenteront, sous forme de pitches courts, quelques-unes de leurs actions et impacts clés dans la lutte pour les droits humains.

Cette année, les quatre tables rondes porteront sur la crise environnementale, l'universalité des droits humains et la gouvernance mondiale, la pauvreté et les droits humains, et l'efficacité des mécanismes de protection des droits humains.

**AGIR
EST LE
MEILLEUR
MOYEN
D'ESPÉRER**

TABLES RONDES

9h00-10h30

Comment renforcer l’effectivité des mécanismes internationaux de protection des droits humains ?

Plus de 70 ans après la signature de la Charte des Nations Unies, ses objectifs visant « à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international » ne sont pas atteints. Dans de nombreuses situations, la poursuite des violations des droits humains et la répression subie par celles et ceux qui encouragent la mise en place de mécanismes de lutte contre l’impunité nous indignent. Comment agir face à l’insuffisance des mécanismes internationaux ? Quelles sont les stratégies que les membres de la société civile peuvent adopter ?

Nous discuterons des approches possibles pour pallier les lacunes des mécanismes existants, du rôle majeur de la société civile, de l’importance de la solidarité internationale et du rôle des acteurs économiques.

INTERVENANT·ES

Mary Lawlor, rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Béatrice le Fraper du Hellen, directrice des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l’Homme et de la francophonie, Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, France

Drissa Traoré, consultant de la FIDH, Mali

Shawan Jabarin, directeur de Al-Haq, Palestine

Natalia Morozova, membre de Human Rights Center Memorial, Russie une organisation lauréate du prix Nobel de la paix 2022

Oleksandra Maatviichuk, directrice exécutive du Centre pour les libertés civiles, Ukraine une organisation lauréate du prix Nobel de la paix 2022

Yasmin Ullah, activiste rohingya, présidente du conseil d’administration d’ALTSEAN, Birmanie

MODÉRATEUR

François Sergent, journaliste

11h00-12h30

Pauvreté, inégalité et droits humains

La pauvreté est l’un des premiers obstacles à la jouissance des droits humains. Si l’élimination de la pauvreté sous toutes ses formes est le premier des dix-sept objectifs du Programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies, la communauté internationale est encore loin du compte.

Selon les données les plus récentes des Nations unies, plus de 736 millions de personnes vivent en dessous du seuil international de pauvreté, fixé à 1,90\$ par jour. Bien que de nombreuses personnes soient passées au-dessus de ce seuil dans les dernières années, il représente un standard de subsistance si bas que le fait de vivre au-dessus de ce seuil ne signifie pas avoir une vie digne. Les obstacles tels que l’absence d’accès aux soins, à une éducation de qualité ou encore la difficulté d’accéder aux dispositifs d’aides existants persistent. Cette table ronde sera l’occasion d’échanger sur les stratégies permettant de lutter contre ces phénomènes.

INTERVENANT·ES

Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l’Homme et l’extrême pauvreté

Alaa Talbi, directeur exécutif du Forum Tunisien pour les Droits économiques et sociaux (FTDES), Tunisie

Eleanor Thompson, directrice adjointe des Programmes de Namati Sierra Leone, Sierra Leone

Geneviève Defraigne Tardieu, responsable des relations internationales et du plaidoyer, ATD Quart Monde, France

Cécile Duflot, directrice générale d’OXFAM France

MODÉRATEUR

Damien Dole, journaliste (*Libération*)

14h30-16h00

Mouvements anti-droits : une offensive contre l’universalité des droits humains

L’universalité des droits humains - c’est-à-dire les mêmes droits pour toutes et tous partout - est consacrée par la Déclaration universelle des droits de l’Homme du 10 décembre 1948. Cette remise en cause de l’universalité a lieu sur tous les continents et prend la forme d’une contestation des normes internationales protégeant les droits humains, notamment par les régimes dictatoriaux et les mouvements religieux fondamentalistes. Cette contestation est également portée par des mouvements dits “anti-droits” qui sont particulièrement actifs et qui gagnent en influence, à la fois dans les gouvernements nationaux, les institutions européennes et aux Nations unies. Les revendications de ces mouvements reposent sur l’idée de la “famille naturelle” et s’opposent notamment au droit à l’avortement et aux droits des personnes LGBTI+. Des ONG documentent le développement de ces mouvements en exposant leurs financements et leurs modes d’organisation. Cette table ronde permettra de discuter des stratégies à adopter pour défendre la pertinence et la modernité de l’idéal universaliste..

INTERVENANT·ES

Karima Bennouna, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels (2015-2021)

Neil Datta, directeur exécutif du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs (EPF)

Anthea Taderera, conseillère plaidoyer de Sexual Rights Initiative

Camila Maia, coordinatrice des travaux internationaux du Center for Legal and Social Studies (CELS)

MODÉRATEUR

Audrey Lebel, journaliste (*Les Journalopes*)

16h30-18h00

Crise environnementale et droits humains

L’interdépendance entre crise environnementale et droits humains est indéniable et a été consacrée par la reconnaissance dans plusieurs systèmes de protection d’un droit humain à un environnement sain. Des enjeux comme les migrations climatiques, les contentieux contre les Etats et multinationales ou encore la reconnaissance de l’écocide comme cinquième crime international mettent en question l’adaptation du cadre international de protection des droits humains aux enjeux des changements climatiques. Pour certain.es, il faut s’écarter de ce cadre tandis que pour d’autres, il est nécessaire de le compléter en s’intéressant à des innovations juridiques telles que la reconnaissance de droits à la nature. Cette table ronde sera l’occasion d’échanger sur ces différentes stratégies.

INTERVENANT·ES

David Boyd, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains et l’environnement (vidéo pré-enregistrée)

Jomary Ortegon, présidente de José Alvear Restrepo Lawyers’ Collective (CAJAR), Colombie

Ivonne Yáñez, membre fondatrice et présidente d’Acción Ecológica, Equateur

Paul Sein Twa, fondateur et Directeur de Kesan, Birmanie et Lauréat du Goldman Prize de 2020 (vidéo en direct)

Alexis Deswaef, vice-Président de la FIDH, Belgique

MODÉRATEUR

François Croquette, directeur de la transition écologique et du climat de la Ville de Paris

PITCHES

9h

Maintenir la pression : le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU en Autriche

Valerie Gruber
Osterreichische
Liga Fur Menschenrechte

9h30

Je ne suis pas un écho, je suis une voix : Qui s'occupe des femmes défenseurs des droits humains

Lucía Chavez
Comision Mexicana de Defensa y
Promocion de los Derechos Humanos

10h

Les précédents créés par «l'affaire du siècle» et d'autres procès sur le changement climatique

Lionel Brun-Valicon
Ligue des Droits de l'Homme
François Croquette
Ville de Paris

11h

Violences sexuelles et basées sur le genre : Un glossaire de A à Z

Dorine Llanta
FIDH

11h30

Accès à des recours effectifs pour les victimes de violations commises par des mercenaires ou des groupes militaires privés comme Wagner

Ilya Nuzov & Clémence Bectarte
FIDH

12h

Recherche de la justice internationale pour les crimes de guerre d'Israël

Tal Steiner
PCATI - Public Committee Against
Torture in Israel

14h30

Comment le militant, l'avocat et le conteur d'histoires ouvrent la voie à la transformation et à la réparation pour les Noirs aux États-Unis

Vince Warren
Center for Constitutional Rights

15h

Documenter les crimes internationaux en Tchétchénie et en Ukraine : L'expérience, les méthodes et les outils du centre de documentation Natalia Estemirova

Berit Lindeman & Aage Borchgrevink
Norwegian Helsinki Committee

15h30

Des profits miniers aux coûts environnementaux élevés : La négligence destructrice du Brésil

Marina Oliveira
Militante pour l'environnement de
Brumadinho, Brésil
Mikael Carvalho
Justiça nos Thrilos, Brésil

16h

L'accès à la justice, un luxe pour les citoyens congolais

Aubin Franck Chardin Tchibinda
Observatoire Congolais
des Droits de l'Homme

17h

La persécution par la Chine des défenseurs tibétains de l'environnement

Vincent Metten
International Campaign for Tibet

17h30

Le kit de cyber-survie de la FIDH : un outil pour protéger les défenseurs des droits humains dans la sphère numérique

Manon Cabaud, Hugo Gabbero & Justine Lavarde
FIDH - Observatoire pour la protection
des défenseurs des droits humains)



INTERVENANT·ES

Comment renforcer l'effectivité des mécanismes internationaux de protection des droits humains ?



🐦 @MaryLawlorhrds

Mary Lawlor a pris le mandat de Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits humains le 1er mai 2020. Mme Lawlor est actuellement professeure auxiliaire en entreprise et droits humains au Centre for Social Innovation (CSI), School of Business, Trinity College Dublin. Elle a beaucoup travaillé avec et sur la situation des défenseurs des droits humains. En 2001, elle a fondé Front Line Defenders - la Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains, afin de se concentrer sur les défenseurs des droits humains en danger. En tant que directrice exécutive de 2001 à 2016, Mme Lawlor a représenté Front Line Defenders et a joué un rôle clé dans son développement.

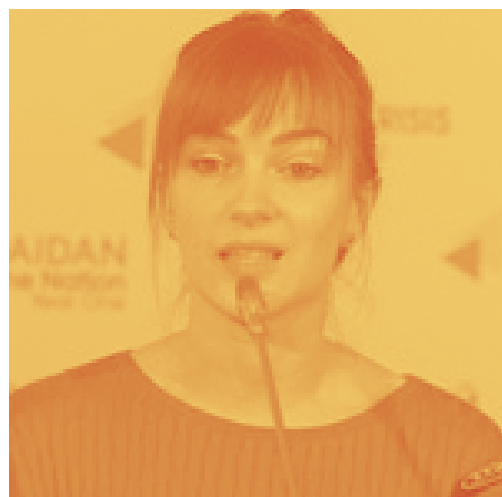
MARY LAWLOR



🐦 @EnMemorial

BÉATRICE LE FRAPER DU HELLEN

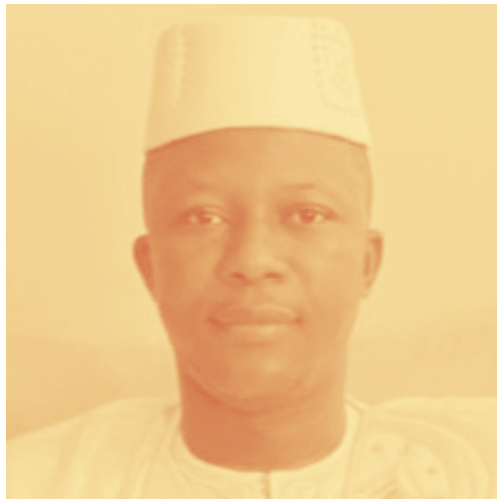
Béatrice le Fraper du Hellen est Directrice pour les Nations unies, les organisations internationales, les droits de l'Homme et la Francophonie au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français. Ancienne ambassadrice de France en Libye et à Malte, Mme le Fraper a également été conseillère juridique auprès de la représentation permanente de la France au Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que Conseillère auprès du Premier procureur de la Cour pénale internationale.



🐦 @avalaina - @ccl_ua

OLEKSANDRA MATVIICHUK

Oleksandra Matviichuk est une défenseuse des droits humains qui travaille en Ukraine et dans la région de l'OSCE. Elle dirige l'organisation de droits humains Center for Civil Liberties, une organisation membre de la FIDH, et coordonne le travail du groupe d'initiative «Euromaidan SOS». Oleksandra a une grande expérience de l'organisation d'activités de défense des droits humains contre les atteintes aux droits et libertés, ainsi qu'une pratique pluriannuelle de la documentation des violations pendant un conflit armé. Elle est l'auteure d'un certain nombre de rapports alternatifs destinés à divers organes des Nations unies, au Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, à l'OSCE et à la Cour pénale internationale. Son organisation est co-lauréate du prix Nobel de la paix 2022.



🐦 @dritraore79
@fidh_fr - @fidh_en

DRISSA TRAORÉ

Drissa Traoré est consultant senior sur le Sahel et coordinateur de projets sur le Mali pour la FIDH. Il a précédemment travaillé pour un programme conjoint AMDH-FIDH en tant que coordinateur national basé à Bamako. Son travail se concentre sur la documentation et le suivi des violations des droits humains, y compris les violences liées au terrorisme, les missions d'enquête et l'assistance juridique aux victimes du terrorisme. M. Traoré a précédemment effectué des missions de liaison auprès de la Cour internationale de justice, ainsi que des missions de conseil et de plaider en Afrique, en Amérique et en Europe.



🐦 @YasminJULLah - @Altsean

NATALIA MOROZOVA

Natalia Morozova a travaillé comme journaliste et rédactrice en chef à Moscou pendant 18 ans. En 2012, son travail journalistique l'a conduite à un procès de manifestants contre la fraude électorale lors des élections présidentielles de 2012. Consternée par l'état déplorable de la jurisprudence russe et stupéfaite par le courage des avocats impliqués dans la défense des manifestants, Natalia a décidé d'étudier le droit et est devenue avocate spécialisée dans les droits humains. En 2019, elle a rejoint le Centre des droits humains Memorial, où elle défend les droits des manifestants, des journalistes et des politiciens d'opposition devant les tribunaux nationaux et la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Elle travaille également sur des affaires de la CEDH liées à la torture et aux disparitions forcées dans le Caucase du Nord. Récemment, Natalia a été fortement impliquée dans la défense de l'association Memorial dans des procédures judiciaires contre des demandes de liquidation par les autorités russes.



🐦 @alhaq_org

SHAWAN JABARIN

Shawan Jabarin est un ressortissant palestinien et le directeur général d'Al-Haq, la première organisation de défense des droits humains dans la région arabe. M. Jabarin a commencé sa carrière comme chercheur sur le terrain, en documentant les violations des droits humains commises par les autorités d'occupation israéliennes dans tout le territoire palestinien occupé. Actuellement chargé de coordonner le dossier de la Palestine auprès du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, M. Jabarin a précédemment occupé les fonctions de vice-président et de secrétaire général de la FIDH. Au fil des années, M. Jabarin a purgé plusieurs peines de détention administrative (arrestation sans inculpation ni procès) en raison de son travail. Il est lauréat du Reebok Human Rights Award pour sa défense des droits humains et son organisation est co-lauréate du Prix des droits de l'Homme de la République Française, aux côtés de l'organisation israélienne B'Tselem.



🐦 @francediplo

YASMIN ULLAH

Yasmin Ullah est une féministe rohingya, autrice, poète et militante pour la justice sociale. Elle est née dans le Nord de l'État de Rakhine au Myanmar. Sa famille a fui en Thaïlande en 1995 alors qu'elle était enfant et elle est restée réfugiée jusqu'à son arrivée au Canada en 2011. Elle est actuellement présidente du conseil d'administration d'ALTSEAN et membre du conseil d'administration de US Campaign for Burma. Yasmin travaille également sur le projet Bridges MM Youth Dialogue d'ALTSEAN en tant que membre du comité directeur.



🐦 @FrancoisSargent

FRANÇOIS SERGENT (moderator)

François Sargent est un journaliste. Il a passé l'essentiel de sa vie professionnelle à Libération de 1981 à 2015. Il a tour à tour été reporter, correspondant à Washington et à Londres, chef du service monde, éditorialiste et directeur adjoint de la rédaction du quotidien. Il a ensuite été rédacteur en chef de justiceinfo.net, un site internet dédié à la justice internationale (2015-2018). Il est membre du conseil d'administration du Festival du film et des droits humains de Genève (FIDH).

INTERVENANT·ES

Table ronde 2

Pauvreté, inégalité et droits humains



🐦 @DeSchutterO

OLIVIER DE SCHUTTER

Professeur de droit à l'UCLouvain et à SciencesPo (Paris), M. De Schutter a été membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies entre 2015 et 2020, et est depuis 2020 le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme. Expert des droits sociaux et économiques et de la mondialisation économique et des droits humains, M. De Schutter a précédemment été secrétaire général de la FIDH et rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation. En 2013, il a reçu le prix Francqui pour sa contribution au droit international des droits humains et à la théorie de la gouvernance.



🐦 @talbialaa - @FT_DES

ALAA TALBI

Docteur en histoire et directeur exécutif du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), organisation membre de la FIDH, Alaa Talbi est membre du secrétariat du Conseil international du Forum social mondial. Il a supervisé de nombreux projets sur le rôle des mouvements sociaux, la justice sociale et environnementale, la migration et les droits sociaux et économiques dans le processus de justice transitionnelle. Il était auparavant membre de l'IFAO (au Caire) et de l'IFPO (à Damas). Il s'intéresse principalement aux questions socio-économiques et à l'émergence de nouveaux acteurs, ainsi qu'à la Tunisie post-révolutionnaire.



🐦 @ATDQMInt - @ATD4thWorld

GENEVIÈVE DEFRAIGNE TARDIEU

Geneviève Defraigne Tardieu est docteure en sciences de l'éducation et volontaire permanente du Mouvement international ATD Quart Monde depuis 1983. Elle a eu différentes missions en France et aux USA auprès de personnes vivant dans la grande pauvreté et dans le domaine de la représentation, notamment au CESE de Paris. Sa thèse, « L'Université populaire Quart Monde, la construction d'un savoir émancipateur » a été publiée en 2012. Depuis 2015, elle est chargée du plaidoyer international à ATD Quart Monde.



🐦 @EleanorThomps
@GlobalNamati

ELEANOR THOMPSON

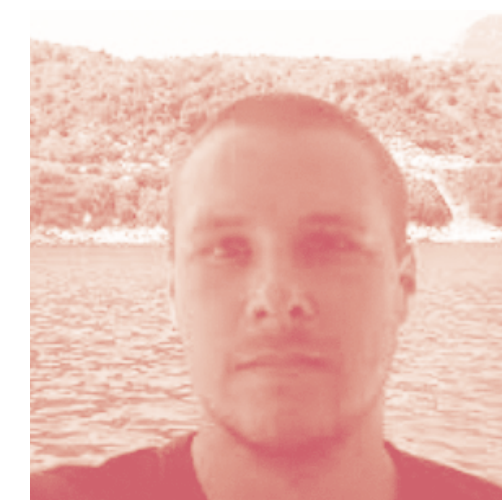
Eleanor Thompson est une avocate d'intérêt public et une militante politique. Elle travaille auprès de Namati Sierra Leone, aux côtés de *paralegals* et d'autres avocats, pour aider les communautés à connaître, utiliser et façonner les lois afin de protéger leurs droits fonciers et leur environnement. Elle est également juriste privée au sein de GPKLegal. Elle a beaucoup travaillé sur les droits humains, la justice internationale et la réforme du secteur de la justice pendant plus de 15 ans. Avant de rejoindre Namati, elle a travaillé avec l'Open Society Foundations sur le développement et la promotion de la justice internationale, des droits humains régionaux et des mécanismes d'état de droit en Afrique.



🐦 @CecileDuflot
@oxfamfrance

CÉCILE DUFLLOT

Cécile Duflot a pris la direction générale d'Oxfam France en juin 2018. Oxfam France, organisation de solidarité internationale, mobilise depuis 30 ans le pouvoir citoyen contre les inégalités et la pauvreté, en agissant à la fois sur les causes profondes et leurs conséquences directes. Étudiante, Cécile Duflot a commencé à militer avec le Genepi, auprès de personnes en prison. De 2006 à 2012, elle a été secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les-Verts, puis est devenue ministre française de l'égalité des territoires et du logement de 2012 à 2014. Jusqu'en juin 2017, elle a été députée de la 6e circonscription de Paris, avant de quitter la vie politique.



🐦 @DamienDole

DAMIEN DOLE (moderator)

Damien Dole est journaliste économique à Libération. Il est spécialiste des questions sociales, de la micro-économie et de l'énergie.

L'universalité des droits humains et gouvernance globale



🐦 @karimabennoune

KARIMA BENNOUNE

Karima Bennoune est professeure de droit à la faculté de droit de l'Université du Michigan, où elle enseigne le droit international et les droits humains. Elle a occupé le poste de rapporteure spéciale des Nations unies dans le domaine des droits culturels de 2015 à 2021. Elle a également été nommée experte pour la Cour pénale internationale en 2017 lors de la phase de réparation de l'affaire inédite Le Procureur c. Ahmad Al Fai Al Mahdi concernant la destruction intentionnelle de sites du patrimoine culturel au Mali. Ancienne conseillère juridique d'Amnesty International, elle a effectué des missions de défense des droits humains dans la plupart des régions du monde.



🐦 @EPF_SRR

NEIL DATTA

Neil Datta a fondé le Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs en 2000 avec un groupe restreint de parlementaires et avec le soutien de l'IPPF. Il a contribué à la croissance du Forum, qui compte aujourd'hui plus de 30 groupes parlementaires multipartites sur les questions de population et de développement. Neil a plus de quinze ans d'expérience dans le domaine de l'engagement politique en matière de population et de développement. Tout au long de cette période, il a mené des recherches approfondies sur les activités anti-choix en Europe, publiant en 2018 un rapport qui continue de susciter l'attention des médias du monde entier.



🐦 @SexualRights

ANTHEA TADERERA

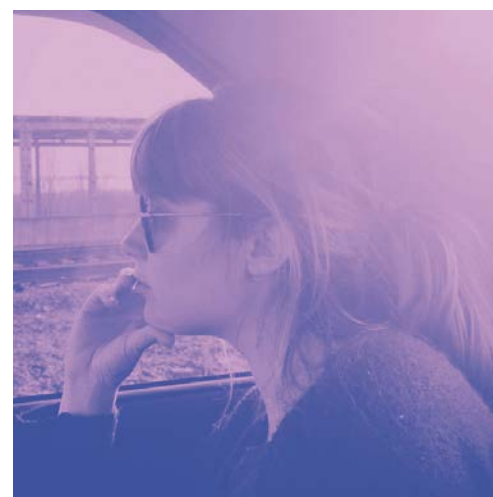
Anthea Taderera est une avocate spécialisée dans la théorie juridique et politique féministe et son application à la création de mouvements et au leadership féministe. Elle est spécialisée dans les droits sexuels et travaille actuellement comme conseillère en plaidoyer pour Sexual Rights Initiative sur les droits liés au genre et à la sexualité dans le système international des droits humains, en particulier dans le cadre de l'Examen périodique universel et du Conseil des droits de l'Homme.



🐦 @Camila Maia

CAMILA MAIA

Camila Barretto Maia est titulaire d'un diplôme en relations internationales de l'Université de Brasilia et d'un master en politique publique de la Fondation Getulio Vargas. Basée en Argentine depuis 2010, elle est membre du Centro de Estudios Legales y Sociales, où elle coordonne actuellement le travail international. Elle a participé à de nombreux processus de plaidoyer régionaux et internationaux sur des questions relatives aux droits humains, notamment la politique migratoire, le droit de manifester, le logement, les droits fonciers, la politique fiscale et la dette.



🐦 @LebelAudrey

AUDREY LEBEL (moderator)

Audrey Lebel est une journaliste indépendante spécialisée dans les questions de droits des femmes et les pays de l'ancien bloc soviétique, notamment l'Ukraine, où elle a vécu et retourne régulièrement. Elle a mené une enquête sur les lobbyistes de droite anti-genre en Europe.

INTERVENANT·ES

Table ronde 4

Crise environnementale et droits humains



🐦 @SREnvironment

DAVID BOYD

David R. Boyd est professeur agrégé de droit, de politique et de durabilité à l'Université de la Colombie-Britannique. Au cours de sa carrière, il a été directeur exécutif d'Ecojustice, a comparu devant la Cour suprême du Canada et a travaillé comme conseiller spécial en matière de durabilité pour le Premier ministre canadien Paul Martin. Il a conseillé de nombreux gouvernements en matière de politique environnementale, constitutionnelle et de droits humains et a coprésidé les efforts de Vancouver pour devenir la ville la plus verte du monde d'ici 2020. Il est membre de la Commission mondiale du droit de l'environnement, conseiller expert pour l'initiative «Harmonie avec la nature» de l'ONU et membre de l'ELAW, l'Environmental Law Alliance Worldwide.



🐦 @Ccajar

JOMARY ORTEGON

Jomary Ortegon est une avocate colombienne spécialisée dans le droit constitutionnel, les études de genre et le droit pénal. Défenseuse des droits humains, elle plaide depuis 20 ans devant les Nations Unies et le système interaméricain des droits humains au nom de victimes de graves violations des droits humains au sein de la Corporación Colectivo de Abogados «José Alvear Restrepo» (CAJAR), une organisation membre de la FIDH. Au niveau international, au sein de la Commission interaméricaine, elle a plaidé une trentaine de cas de violations des droits humains concernant des peuples indigènes, des enfants, des défenseurs des droits humains, des agriculteurs, dans lesquels des jugements ont été obtenus contre l'État colombien et en faveur des droits des victimes.



🐦 @TwaSein - @KESAN_KAREN

PAUL SEIN TWA

Paul Sein Twa est un Karen indigène de Birmanie/Myanmar. Il est cofondateur et directeur du Karen Environmental and Social Action Network et président du Salween Peace Park, qui protège le dernier grand fleuve sans barrage d'Asie et plus de 5 400 kilomètres carrés de biodiversité d'importance mondiale. Le Salween Peace Park est l'un des dix lauréats du prix Équateur 2020, et Paul lui-même a reçu le prix Goldman pour l'environnement 2020 pour l'Asie.



🐦 @YanezIvonne @AcEcologica

IVONNE YÁÑEZ

Ivonne Yáñez, écologiste et féministe, est la cofondatrice de la célèbre organisation équatorienne Acción Ecológica, où elle défend depuis plus de 35 ans les droits de la nature et des personnes touchées par l'extractivisme. Depuis plus de deux décennies, elle suit la question du changement climatique et dénonce les fausses solutions, tout en rendant visibles les propositions des communautés pour faire face aux crises climatiques. Récemment, elle a travaillé avec son organisation sur des initiatives de transition venant du Sud.



🐦 @AlexisDeswaef

ALEXIS DESWAEF

Alexis Deswaef est un avocat et un militant des droits humains qui occupe actuellement le poste de vice-président de la FIDH. Il exerce à Bruxelles et est spécialisé dans les droits humains et le droit des réfugiés et de l'immigration.

INTERVENANT·ES

Pitches



🐦 @Oe_Liga_MR

VALERIE GRUBER Osterreichische Liga Fur Menschenrechte

Valerie Gruber est membre du conseil d'administration de la Ligue autrichienne pour les droits humains et est chargée des agendas internationaux de la Ligue. Elle est diplômée en droit et en développement international de l'université de Vienne et en relations internationales de l'université d'Édimbourg. Mme Gruber a acquis de l'expérience dans le domaine de la «lutte contre la traite des êtres humains» lorsqu'elle travaillait au ministère autrichien des affaires étrangères et travaille actuellement dans le domaine du plaidoyer à Bruxelles, au sein de l'Osterreichische Liga Fur Menschenrechte, une organisation membre de la FIDH.



🐦 @LucyChavezV - @CMDPDH

LUCÍA CHAVEZ Comision Mexicana de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos

Lucía Chavez est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université nationale autonome du Mexique et d'un master en droits humains, État de droit et démocratie en Amérique latine de l'Université d'Alcalá de Henares. Elle travaille dans le domaine des droits humains depuis 2008 et est l'autrice et la co-autrice de livres et d'articles de revues universitaires. Actuellement, Mme Chavez est professeure à l'Université technologique d'Amérique latine et directrice exécutive de la Commission mexicaine pour la défense et la promotion des droits humains.



🐦 @LDH_Fr

LIONEL BRUN-VALICON Ligue des Droits de l'Homme

Lionel Brun Valicon est membre du comité central et responsable du groupe environnement de la Ligue des Droits de l'Homme.



🐦 @Paris

FRANÇOIS CROQUETTE Ville de Paris

François Croquette est diplomate de carrière et a travaillé pendant 30 ans au sein du ministère français des Affaires étrangères. Il a participé à la réforme du programme français de développement international en tant que directeur de cabinet (2000-2002) et secrétaire particulier (2013-2014) du ministre français du développement international. Il a également été conseiller diplomatique du président du Sénat français (2011-2013). En 2017, il a été nommé ambassadeur itinérant français pour les droits humains. En 2020, il a été chargé par la maire Anne Hidalgo de créer une nouvelle direction de l'écologie et du climat au sein de la Ville de Paris.



🐦 @ilya_nuzov
@fidh_en - @fidh_fr

ILYA NUZOV FIDH

Ilya Nuzov est le directeur du bureau Europe de l'Est et Asie centrale de la Fédération internationale des droits humains (FIDH). Il est également chargé de cours en droit international à l'université SciencesPo. Auparavant, il était conseiller juridique au Centre international pour la justice transitionnelle et, avant cela, assistant d'enseignement et chercheur à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève, où il a également obtenu son LLM. Il est avocat au barreau de New York.



🐦 @CBectarte
@fidh_fr - @fidh_en

CLÉMENCE BECTARTE FIDH

Clémence Bectarte, est avocate au barreau de Paris, spécialisée en droit pénal international, droit international des droits humains et droit international humanitaire. Depuis 2008, elle coordonne les activités contentieuses du Groupe d'Action Judiciaire de la FIDH, dont le mandat est d'accompagner les victimes des crimes les plus graves devant les juridictions nationales et internationales. Elle agit également en tant que représentante légale pour la FIDH et ses organisations membres, ainsi que pour les victimes de crimes contre l'humanité, de torture et d'autres violations graves des droits humains devant les juridictions françaises, guinéennes, ivoiriennes et maliennes.

INTERVENANT·ES

Pitches



🐦 @stoptorture_il

TAL STEINER PCATI - Public Committee Against Torture in Israel

Tal Steiner est la directrice exécutive du Comité public contre la torture en Israël (PCATI), une organisation membre de la FIDH. Avocate de formation, Mme Steiner a précédemment représenté des demandeurs d'asile et des victimes de la traite des êtres humains en Israël en tant que responsable du département juridique de la Hotline pour les réfugiés et les migrants, ainsi qu'en cabinet privé. Elle a également travaillé en tant que responsable adjointe des droits humains au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et en tant qu'avocate à Hamoked : Center for the Defense of the Individual, où elle travaillait à la protection des droits humains des Palestiniens sous occupation israélienne.



🐦 @VinceWarren - @theCCR

VINCE WARREN Center for Constitutional Rights

Vincent Warren est un grand spécialiste de l'injustice raciale et des pratiques policières discriminatoires. Il est le directeur exécutif du Center for Constitutional Rights, une organisation membre de la FIDH. Il supervise le travail innovant du CCR en matière de contentieux et de plaidoyer, qui conteste avec succès les injustices raciales, sexistes et LGBT, notamment les pratiques illégales de Stop-and-Frisk, le profilage des musulmans, l'isolement cellulaire de longue durée, les mauvais traitements infligés aux immigrants et la criminalisation des personnes transgenres. Vince apporte un soutien juridique et politique aux militants noirs, bruns et autochtones dans tout le pays.



🐦 @BeritLindeman - @nhc_no

BERIT LINDEMAN Norwegian Helsinki Committee

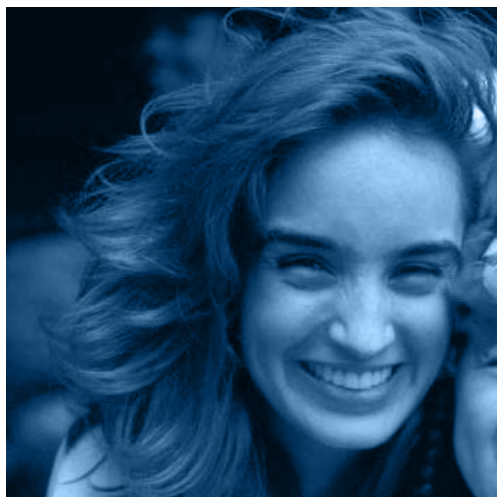
Berit Lindeman est la secrétaire générale du Comité Helsinki norvégien. Elle est une avocate des droits humains spécialisée dans l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Depuis plus de 20 ans, Berit travaille sur les questions de renforcement de la démocratie et des droits humains, principalement en Russie, en Europe de l'Est et en Asie centrale, mais aussi dans le cadre de missions en Asie et en Afrique. Elle a une grande expérience de l'observation internationale des élections.



🐦 @AgeB - @nhc_no

AAGE BORCHGREVINK Norwegian Helsinki Committee

Aage Borchgrevink est un militant des droits humains et un écrivain norvégien. Il travaille pour le Comité Helsinki norvégien, où il se concentre sur la situation des droits humains en Russie, en Tchétchénie et en Géorgie. Aage a publié plusieurs livres, dont deux carnets de voyage basés sur son travail pour le Comité Helsinki norvégien dans les Balkans, en Biélorussie et dans le Caucase. Il a remporté le prix de la critique norvégienne pour A Norwegian Tragedy : Anders Behring Breivik et le massacre d'Utøya (2012).



🐦 @marinaoliveirx

MARINA OLIVEIRA Project coordinator for the affected communities at the Archdiocese of Belo Horizonte

Marina Paula Oliveira est une défenseuse des droits humains qui a été touchée par l'effondrement du barrage de Vale à Brumadinho, au Brésil. Elle participe à des mouvements populaires et travaille comme conseillère auprès de la Conférence des évêques de l'Union européenne (COMECE). Elle est conseillère du groupe de réflexion et de travail sur l'économie de François et Claire à la PUC-Minas et a participé à la rencontre mondiale avec le pape François. Elle est titulaire d'une licence et d'un master en relations internationales de PUC-Minas.



🐦 @JusticaTrilhos

MIKAELL CARVALHO Justiça nos Trilhos

Mika, Kaell, Man'g, c'est Mikaell de Souza Carvalho, 32 ans, communicateur populaire et coordinateur de Justiça nos Trilhos. Né à Açailândia, dans l'intérieur du Maranhão, il travaille depuis 10 ans à la défense des personnes et des territoires affectés par la chaîne minière et agroalimentaire du Maranhão.

INTERVENANT·ES

Pitches



🐦 @OCDH_Brazza

AUBIN FRANCK CHARDIN TCHIBINDA Observatoire Congolais des Droits de l'Homme

Aubin Franck Chardin Tchibinda est le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits humains (OCDH), une organisation membre de la FIDH. Il est titulaire d'une maîtrise en droit public et en études internationales et communautaires de l'Université Marien Ngouabi. Avant de rejoindre l'OCDH, M. Tchibinda a travaillé comme juriste pour plusieurs ONG telles que le Réseau national pour le développement durable du Congo (Renaduc), le Centre Milane Parker et Positive Studies.



🐦 @SaveTibetOrg
@SaveTibet_EU

VINCENT METTEN International Campaign for Tibet

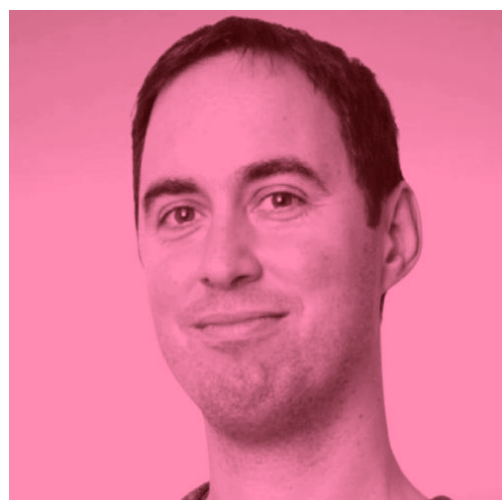
Vincent Metten est diplômé en études politiques européennes du Collège d'Europe et a un master en sciences politiques (Université Libre de Bruxelles). Depuis 2006, Vincent Metten est le directeur de la politique européenne de la Campagne internationale pour le Tibet à Bruxelles, en Belgique. Auparavant, il a travaillé pour la Commission européenne sur les questions de sécurité et comme conseiller sur les questions internationales au cabinet du ministre belge de la Défense.



🐦 @fidh_fr - @fidh_en

MANON CABAUD FIDH - Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains

Après plusieurs années d'expérience dans la gestion de projets de droits humains, le secteur humanitaire en Afrique et la gestion de la sécurité personnelle du personnel d'ONG internationales, Manon Cabaud travaille à la FIDH, au sein de l'Observatoire de la protection des défenseurs des droits humains, depuis 2018. Elle est titulaire d'un master en droit des droits humains de l'Université Paris Panthéon-Assas et d'un master en management international public de Science Po Paris.



🐦 @fidh_fr - @fidh_en

HUGO GABBERO FIDH - Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains

Hugo Gabbero est le directeur du bureau de protection des défenseurs des droits humains à la FIDH, où il travaille à la mise en œuvre de stratégies et d'activités de protection des défenseurs des droits humains dans le monde entier. Au cours des dernières années, il a effectué un certain nombre de missions de terrain sur la situation des défenseurs des droits humains, notamment au Bangladesh, en Azerbaïdjan, en Biélorussie et aux Philippines. Il a également rédigé et coordonné une série d'études thématiques et nationales concernant les cadres juridiques et les restrictions pratiques affectant la société civile dans le monde entier, en assurant le suivi de missions d'enquête, d'observations de procès et de voyages de plaidoyer.



🐦 @fidh_fr - @fidh_en

JUSTINE LAVARDE FIDH - Observatory for the Protection of Human Rights Defenders

Justine Lavarde est titulaire d'un master en droit international public. Elle a effectué un stage sur les questions de migration avec Médecins du Monde Belgique avant de rejoindre l'Observatoire de la protection des défenseurs des droits humains de la FIDH en 2019, où elle est désormais en charge de la documentation d'urgence. Dans ce cadre, elle s'est rendue au Burkina Faso en octobre 2021 pour soutenir une formation sur la sécurité numérique pour les membres de MBDHP, une organisation membre de la FIDH.



🐦 @fidh_fr - @fidh_en

DORINE LLANTA FIDH - Chargée de programme justice internationale et violence basée sur le genre

Dorine Llanta est chargée de programme justice internationale et violence basée sur le genre à la FIDH. Elle travaille avec la FIDH sur la justice internationale depuis 2019. Auparavant, elle a coordonné une campagne sur la définition de la « violence sexuelle » (Call it What it is) avec Women Initiatives for Gender Justice, contribuant aux principes de La Haye sur la violence sexuelle, et a travaillé avec diverses ONG et entités sur la justice internationale et les droits humains. En plus de cette expérience pratique, Dorine est titulaire d'un doctorat sur la prévention, la persécution et la réparation de la violence sexuelle dans les systèmes juridiques nationaux et internationaux.

QUI SOMMES-NOUS ?

fidh

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) a été fondée au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est la première organisation non gouvernementale (ONG) internationale dédiée à la défense des droits humains. Composée aujourd'hui de 192 organisations réparties dans 117 pays, la FIDH a, depuis 1922, enquêté et documenté les violations des droits humains dans le monde et plaidé pour que les États adoptent des politiques respectueuses des droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Au cours de la dernière décennie, la FIDH a effectué plus de 450 missions d'enquête, d'observation judiciaire, de solidarité et de plaidoyer dans 80 pays. Le travail de la FIDH se concentre sur trois domaines :

- › La défense des libertés : soutenir les défenseur-es des droits humains et favoriser un environnement propice à la démocratie et aux libertés ;
- › Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité : promouvoir les droits des femmes, lutter contre les discriminations et les violences fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et promouvoir les droits des migrant-es ;

Ligue
des **droits de
l'Homme**

FONDÉE EN 1898



La LDH (Ligue des droits de l'Homme) est une association généraliste et indépendante, reconnue d'intérêt général, de promotion et de défense des droits fondamentaux.

Elle est de tous les combats pour les libertés, la justice, les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, la défense des libertés contre les intrusions sécuritaires dans la vie privée, contre le racisme et l'antisémitisme et les différentes formes de discriminations depuis plus de 120 ans désormais. Elle interpelle les pouvoirs publics pour garantir nos droits fondamentaux lorsque des mesures vont à l'encontre des droits et libertés, elle observe les pratiques policières afin de nous assurer du bon

- › Poursuivre la responsabilisation : lutter contre l'impunité et protéger les populations contre les crimes les plus graves et promouvoir le respect des droits humains par les acteurs économiques.

Le secrétariat international, dont le siège est à Paris, soutient la capacité des organisations membres de la Fédération à défendre les droits humains dans leur propre pays et amplifie leurs voix au niveau international.

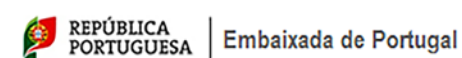
En plus de son siège parisien, la FIDH dispose de :

- › bureaux régionaux en Asie et au Moyen-Orient
- › délégations auprès de l'ONU à Genève, de l'Union européenne à Bruxelles et de la CPI à La Haye
- › une représentation auprès de l'Union africaine et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

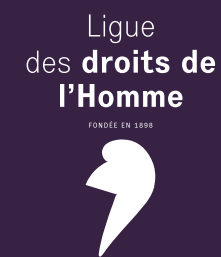
fonctionnement démocratique et dénoncer les pratiques abusives et liberticides, elle intervient en milieu scolaire et auprès du grand public afin d'informer et de sensibiliser, elle va devant les tribunaux aux côtés des victimes d'injustices ou de discriminations et assure des permanences d'accès au droit. Elle intervient ainsi sur l'ensemble du territoire, en métropole et en outre-mer, à travers près de 300 sections locales.

- › Pour en savoir plus sur ses combats
www.ldh-france.org

NOS PARTENAIRES



AGIR
EST LE
MEILLEUR
MOYEN
D'ESPÉRER



ANS
10
ANNI
VERSAIRES

La Fédération internationale pour les droits humains célèbre son 100^e anniversaire

AGIR
EST LE
MEILLEUR
MOYEN
D'ESPÉRER

Des questions ?
Contactez l'équipe du forum !
forum2022@fidh.org

SUIVEZ LE CONGRÈS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

-  @FIDH.HumanRights
-  @fidh_en | @fidh_fr | @fidh_es
-  @fidh
-  @fidh_ngo